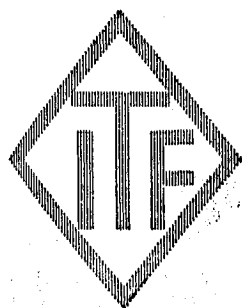


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST



No. 19
7^{ème} Année.

le 16 septembre 1939

CE QUE DOIT APPORTER LA PAIX

(I.T.F.) Le premier ministre britannique Chamberlain a exposé le 1^{er} septembre à la Chambre des Communes les buts auxquels tendent la Grande-Bretagne et la France:

Il faut que le régime nazi disparaisse! "Nous n'avons rien à reprocher au peuple allemand, sinon qu'il se laisse gouverner par un gouvernement nazi. Aussi longtemps que ce gouvernement existera et poursuivra les méthodes pratiquées avec tant de persistance ces deux dernières années, il n'y aura pas de paix en Europe. Nous sommes résolus de mettre fin à ces méthodes."

La suppression de la dictature nazie est également le premier but de paix que s'est assigné la classe ouvrière des États auxquels Hitler a imposé la guerre. Dans la lutte pour ce but, les travailleurs de Grande-Bretagne, de France et de Pologne se savent unis avec leurs camarades d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie opprimés par les Nazis, voire avec les travailleurs de tous les pays du monde.

Le jour où l'Europe centrale sera libérée de la tyrannie des Nazis devra apporter la paix au monde et ouvrir la voie à l'édification d'un monde où la liberté et la justice règneront pour tous.

Inébranlable et net, ce but de paix se maintiendra dans les sombres ténèbres des mois à venir!

MESURES DE GUERRE ALLEMANDES CONTRE LES TRAVAILLEURS

(I.T.F.) Hitler a préparé la guerre contre l'Europe pendant sept ans de guerre contre le peuple allemand. Il a détruit les organisations des travailleurs, il a enfermé dans les camps de concentration les défenseurs actifs des intérêts des personnels, les ecclésiastiques sincères et les citoyens et paysans épris de liberté, parce qu'il désirait faire de l'Allemagne une grande caserne. En ordonnant des actes de terreur à l'endroit des Juifs, il a habitué la jeunesse à la cruauté contre des êtres sans défense.

Il a fait déprimer le niveau des salaires pour rendre ses préparatifs de guerre meilleur marché; il a exploité à outrance les travailleurs afin de pouvoir commencer la guerre plus promptement. Pour être prêt à la guerre il a, en temps de paix déjà, fait contraindre les ouvriers à travailler jusqu'à l'épuisement. Dès le début de la guerre, beaucoup étaient déjà surmenés et sous-alimentés.

Epuisement nerveux
d'ouvriers allemands.

(I.T.F.) La revue de médecine muni-choise "Münchner Medizinische Wochenschrift" qui paraît par les soins de

professeurs de faculté, écrivait quatre semaines avant le déclenchement des hostilités: "L'augmentation des cas d'affections nerveuses parmi les membres des caisses d'assurance-maladie, plus particulièrement parmi les personnels des gros établissements industriels, gagne de plus en plus en importance". Pendant la période allant de 1936 à 1938 un ouvrier allemand sur quatre était atteint d'épuisement nerveux! Tel est le résultat de six années d'exploitation éhontée par la dictature nazie!

Le périodique nazi indique aussi la cause de cette augmentation: "En général on peut établir un rapport entre cet accroissement des affections nerveuses et l'accélération du rythme du travail, le travail aux pièces et le fait que dans le placement de main-d'oeuvre, il est insuffisamment tenu compte des possibilités de rendement de chaque travailleur individuellement."

Les travailleurs allemands
gagnent à peine de quoi vivre.

(I.T.F.) Depuis le début de la dictature le coût de la vie a énormément monté en Allemagne et les

impôts ont été majorés. En dépit de cela les Nazis ont encore tenté de réduire les salaires déjà bas. Bien des familles ouvrières ne réussissent à se tirer d'affaire que parce que plusieurs membres de la même famille travaillaient dans l'industrie de guerre et que le mari, la femme et les enfants adultes, tout en touchant chacun bien peu, gagnaient ensemble de quoi subvenir aux besoins de la famille. La mobilisation de la mi-juillet fit se rétrécir le revenu familial. Les femmes durent se substituer aux hommes pour beaucoup de travaux; néanmoins on ne leur paya pas le salaire des hommes. Bien au contraire: le ministre du Travail décréta que les femmes exécutant des travaux d'hommes ne pourraient en aucun cas toucher plus des 4/5 du salaire des hommes. Avec ces salaires les femmes devaient nourrir la famille. Cela paraissait à peine possible. Survint l'agression contre la Pologne et le jour même où les avions d'Hitler commencèrent la chasse contre les femmes et les enfants polonais, les ministres décrétèrent une réduction des salaires dans toutes les professions.

Le programme de guerre hitlérien:
Dépression des salaires, exploitation, travaux forcés.

(I.T.F.) Le ministère hitlérien de la Guerre a de nouveau lancé une circulaire disant que jusqu'à nouvel ordre toute augmentation

de salaire et de traitement est interdite. "Cette interdiction s'applique aussi à toute révision ou introduction de taux aux pièces favorables aux salariés. Il en est de même pour toutes allocations secondaires de toute nature. Les infractions à cette ordonnance sont passibles d'une amende d'un montant illimité et, dans les cas graves, de peines de prison ou de travaux forcés". ("Ruhrarbeiter")

Tous les salaires doivent être réduits. Jusqu'à fin septembre la réduction des salaires devra être réalisée "pour commencer dans les industries importantes pour la défense nationale". "Il s'agit en premier lieu des industries sidérurgique, métallurgique, électrotechnique, de l'agriculture, des communications et des mines auxquelles feront suite les industries chimiques et celles de l'alimentation, du bâtiment, de la briqueterie, du verre et du textile". ("Angriff")

Le "Völkischer Beobachter" écrit qu'il est probable "qu'une série d'ordonnances collectives seront simplement déclarées ordonnances de guerre, avec une stipulation complémentaire disant que les taux de rétribution prévus dans ces ordonnances sont des taux maxima". Pour se rendre compte de la misère que cette mesure apportera à des millions de travailleurs, il suffit de se rappeler que le but des ordonnances collectives était de fixer des taux minima. Ces minima avaient été

établis à un niveau si bas que bien des employeurs ne se risquaient pas à réduire les suppléments de salaires payés en sus du tarif. Lorsqu'on eut connaissance, il y a quelques mois, des desseins/même la presse allemande mise au pas fit entendre un avertissement: "Il n'est pas possible sans plus de faire des taux minima un tarif maximum, car cela comporterait, dans bien des cas, une réduction pénible de la rétribution" ("Frankfurter Zeitung"). A présent cette réduction pénible est pratiquée pour des millions de travailleurs allemands dans l'industrie et dans les transports. Dès le début de la guerre, la situation de la dernière guerre pourra donc se présenter à nouveau, d'ouvriers auxquels leur travail fatigant donne droit à des rations supplémentaires mais qui n'ont pas l'argent pour se les acheter. / d'avilissement,

Cette réduction de la rétribution n'est pas tout le programme de guerre d'Hitler contre les ouvriers. Toutes les limitations des heures de travail ont été supprimées, personne n'a le droit de refuser de faire des heures supplémentaires mais "jusqu'à nouvel ordre le paiement de suppléments pour heures supplémentaires, travail de nuit et travail des dimanches et jours fériés est interdit. Il est également défendu d'accorder des congés ou bien de les compenser en argent. Un voyage de fin de semaine pour aller retrouver sa famille est aussi considéré comme congé." ("Ruhrarbeiter")

Les enfants et les femmes enceintes doivent travailler.

(I.T.F.) Les fonctionnaires nazis ont obtenu le droit d'éliminer toutes les dispositions de protection des enfants et des jeunes dès que les employeurs en manifestent le désir. Les enfants et adolescents peuvent être contraints de travailler jusqu'à l'éreintement. Même les femmes en état avancé de grossesse peuvent à présent être obligées de travailler. (On peut lire dans le Bulletin officiel allemand du 7 septembre 1939 ce document qui est une nouvelle honte pour les Nazis.) Quinze jours avant le commencement de la guerre, le médecin en chef de la clinique obstétricale de la ville industrielle de Ludwigshafen mettait en garde contre les conséquences d'un surmenage des femmes. Il avait dû constater que le poids de plus de la moitié des enfants des domestiques, travaillant sans ménagements jusqu'à l'accouchement, et plus de 17% des enfants des ouvrières était à la naissance inférieur au poids normal. Chez ces femmes surmenées la période de gestation était de 5 jours en moyenne inférieure à la durée normale alors que l'accouchement même durait de trois à quatre heures de plus.

Jusqu'ici il y avait encore en Allemagne des dispositions de protection des femmes pour lesquelles le travail de nuit était interdit. Depuis longtemps toutefois, les employeurs exigeaient ce qu'ils voulaient. Une semaine avant la guerre, le Front allemand du travail publia une circulaire du ministre du Travail disant: "Ces derniers temps les plaintes s'accroissent au sujet de femmes surmenées par des heures supplémentaires ou du travail de nuit. Il ne faut en aucun cas que par un travail excessif, les femmes qui travaillent soient atteintes dans leur métier naturel de mères. On se rappelle que, dans la dernière guerre, le fait de ne pas avoir tenu compte de cette nécessité, a entraîné des conséquences fatales". Une semaine plus tard, les Nazis supprimaient pour les femmes l'interdiction du travail de nuit. Personne n'a menacé l'Allemagne; avec insouciance les Nazis ont déchainé cette guerre. Avec le même manque de scrupules avec lequel ils ont fait abattre hier en Espagne --et aujourd'hui en Pologne-- des femmes et des enfants, les Nazis sacrifient à présent toute une génération de femmes et d'enfants ouvriers aux maladifs projets d'hégémonie d'une clique belliqueuse. Des deux côtés des frontières des femmes aspirent à la fin de cette conflagration, qui apportera le renversement de la tyrannie et la paix et la liberté aux mères et enfants de toutes les nations.

Encore pire que sous le Kaiser.

(I.T.F.) Beaucoup d'employeurs allemands ont été enthousiasmés par les lois réactionnaires du cabinet de guerre nazi et ils ont profité des pleins pouvoirs qui leur sont accordés pour réduire les salaires.

En 1914 aussi, les industriels allemands ont essayé de diminuer les salaires. A cette époque toutefois, il y avait encore en Allemagne des généraux courageux. Le général prussien qui commandait alors

à Berlin déclara "réprouvable de profiter de la situation actuelle pour déprimer les salaires". Il menaça les employeurs pratiquant des réductions de leur retirer toutes commandes pour l'armée. Le ministre de la Guerre bavarois exigea que tous les fournisseurs de l'armée s'engagent à ne réduire ni salaires ni traitements. Le général ayant le commandement à Essen menaça de suspendre tous les transports de marchandises au profit des entreprises ayant pratiqué des réductions.-- A l'heure qu'il est, les salaires sont réduits sur l'ordre d'Hitler, le "Chef suprême de l'Armée allemande"!

"La diminution des salaires permettra de libérer d'importantes ressources"--ainsi affirme le Front allemand du travail. "Ces montants toutefois, ne devront pas profiter aux employeurs" promet-il, "mais serviront entièrement à opérer une baisse du coût de la vie". Mais à la place d'une baisse, il y a eu une hausse. Déjà les prix de plusieurs denrées alimentaires ont augmenté.

Tous les travailleurs allemands sont enchaînés à l'entreprise.

(I.T.F.) L'asservissement des travailleurs à l'entreprise qui les emploie a à présent été étendu à

toutes les professions. Aucun ouvrier et aucun employé ne peut plus désormais en Allemagne dénoncer son emploi sans l'autorisation de l'Office de placement. Ce n'est que lorsque l'employeur les libère, que les salariés ont le droit de quitter leur place sans l'approbation des autorités. Il n'est pas difficile de se représenter comment les employeurs traitent des ouvriers enchaînés à l'entreprise! Celui qui a été congédié par l'employeur ou libéré par lui, doit immédiatement se faire inscrire à l'Office de placement. S'il ne s'embauche pas dans une mine ou dans l'agriculture (ou, s'il s'agit d'une jeune femme, dans un ménage avec des enfants de moins de 14 ans) il ne trouvera pas de travail sans le concours de l'Office de placement et il devra accepter toute place qui lui est désignée. Changer son emploi pour un emploi moins fatigant doit être rendu impossible aux ouvriers allemands, tout comme ce fut le cas dans le temps pour les paysans. Les paysans se sont élevés contre cette contrainte en des soulèvements sanglants.

Travaux forcés.

(I.T.F.) Tous les Allemands, toutes les personnes assujetties à la do-

mination du Troisième Reich, peuvent à tout moment être déportés et contraints de faire certains travaux. Chacun peut être arraché à son emploi et mis à la disposition d'un employeur établi à des centaines de kilomètres de distance. Les fonctionnaires publics ne sont pas plus privilégiés que les autres. Chaque fonctionnaire, chaque cheminot et chaque postier peut à présent "être occupé en dehors du ressort de son chef immédiat et dans une fonction de la même carrière comportant un traitement maximum inférieur à celui auquel il avait droit". Aucun travailleur déporté ainsi n'a plus droit à une rétribution équivalente à son ancien salaire. Dès octobre 1938, les travailleurs allemands envoyés aux "travaux forcés" n'avaient déjà plus droit à une compensation du salaire perdu. Toutefois, au printemps et en été 1939, les travailleurs ainsi déportés avaient su reconquérir le droit à une compensation: les Offices de placement devaient leur verser la différence entre leur ancienne rétribution et le salaire afférent aux travaux forcés. A présent ils ont de nouveau été privés de cet avantage. Des employés et ouvriers de toutes professions peuvent être contraints de travailler comme ouvriers terrassiers au salaire valable pour les terrassiers. Les gens mariés peuvent toucher un supplément en compensation des frais du double ménage mais ils ne peuvent faire valoir aucun droit dans ce sens. Chacun sait avec cela qu'il ne s'agit pas d'une restriction passagère de sa liberté individuelle. En France, en Grande-Bretagne, en Pologne, les travailleurs savent que les restrictions que leur impose la guerre de défense, disparaîtront à la fin des hostilités. En Allemagne nazie toutefois, les travailleurs sont asservis depuis l'avènement de la dictature. D'année en année, cet esclavage a été aggravé et chaque ouvrier allemand sait que seule la défaite d'Hitler, la victoire du peuple allemand, mettra fin à l'asservissement.

Contre la tyrannie
anti-ouvrière.

n'atteint pas seulement les ouvriers allemands. Il est tant aussi dur et aussi rigoureux pour les travailleurs d'Autriche, de Tchécoslovaquie et des régions polonaises occupées par les troupes allemandes.

La tyrannie nazie est l'ennemi universel des classes travailleuses.

Résistance contre
les Nazis.

(I.T.F.) Il n'est pas admissible que les travailleurs allemands acceptent sans aucune résistance les mesures d'Hitler. D'importantes catégories d'ouvriers savent déjà que cette guerre qui apporte tant de détresse aux peuples d'Europe, a été voulue par les Nazis. Ils savent que la paix pourra revenir dès qu'Hitler aura disparu. On leur demande à présent d'endurer des privations à l'effet d'aider Hitler à détruire la liberté. Ils ne sont pas disposés, toutefois, à consentir des sacrifices pour que les Nazis puissent mieux mener leur guerre; ce qu'ils veulent, c'est la libération du joug nazi et la paix.

(I.T.F.) Le programme de guerre de dépression des salaires, d'exploitation éhontée et d'asservissement

Un travailleur allemand écrit: "On nous avait convoqués pour la revue d'appel. Le Front du travail avait envoyé un orateur qui se mit à nous raconter que nos salaires devaient être diminués et que nous devions faire plus d'heures de travail. On n'aurait plus droit à des heures supplémentaires. Il nous dit qu'aucun ouvrier ne devrait gagner davantage que ne touche un soldat en solde. On nous paierait une solde et un montant pour la nourriture, le loyer et les vêtements; ce serait tout. Il nous fallait travailler et être contents de ne pas être au front nous ne devons pas oublier que nous, nous étions en sûreté. Dans notre salle, il y eut ensuite des discussions mouvementées. Ils croient--ainsi disaient les collègues--que nous avons oublié 1914. Alors, nous touchions de 200 à 300 marks par semaine et ce n'était pas encore assez. A présent, on voudrait que pour quelque méchants 80 marks, nous travaillions davantage qu'alors. Oh, que non! Les soldats sont de pauvres diables; ils n'ont que l'issue de passer à l'ennemi. Chez nous, c'est autre chose; si on paie mal, nous travaillons au ralenti. Nous avons alors discuté ensemble comment nous nous arrangerons".

Les Nazis ne connaissent que trop bien l'état d'esprit des ouvriers. Deux semaines encore avant le déclenchement des hostilités, le Commissaire au travail pour Berlin a fait paraître un article, qui a été beaucoup reproduit, dans lequel il s'élève sur un ton menaçant contre "les ouvriers qui, se rappelant les anciennes méthodes syndicales, croient pouvoir profiter du fait qu'il y a pénurie de main-d'oeuvre en louant leur force-travail à un taux aussi élevé que possible". Avant la guerre, ces menaces pouvaient encore avoir un certain effet. Dans l'intervalle cependant, Hitler a commencé son agression et des avions anglais ont survolé plusieurs grands centres allemands et y ont jeté des tracts adressés au peuple allemand. Ces vols ont montré que tout ce qu'on a pu raconter sur la ligne de défense impossible à survoler n'était que mensonges, que demain des établissements industriels peuvent être bombardés et que l'ouvrier à l'usine est aussi exposé que le soldat au front. La menace des tranchées perd ainsi son effet. Dans beaucoup d'établissements, les Nazis pourront certes encore, aussi longtemps que leur police est intacte, empêcher une résistance ouverte des travailleurs. Seulement la vague des mesures anti-ouvrières des Nazis crée parmi les travailleurs un front unique de la détresse. Dans la lutte pour le pain quotidien, les ouvriers de tendances nazies, les militants clandestins et les pacifistes sont unis en un front. Lorsqu'une résistance ouverte n'est pas possible, une arme reste: aux bas salaires on réplique par un travail au ralenti, par un service exécuté rigoureusement selon les règlements. Et chaque coup de main exécuté en moins est autant d'entrave aux agressions hitlériennes.

Une résistance muette est l'arme puissante des opprimés.

Une résistance muette est la première étape dans la lutte menée par les travailleurs allemands pour la liberté et la paix.

(Au profit des rédactions, nous faisons suivre la liste des publications auxquelles elles pourront se référer si les Nazis se risquaient à démentir les faits signalés: Münchener Medizinische Wochenschrift 28 juillet; salaires de femmes, ordonnance du 25 août; Angriff, No.218 du 9 septembre; édition viennoise du "Völkischer Beobachter" du 9 septembre; déclaration du médecin en chef de la clinique de Ludwigshafen "Hamburger Fremdenblatt" du 16 août; asservissement à l'entreprise, Journal officiel du 4 et 7 septembre; travaux forcés, Bulletin officiel du Reich de 6 septembre; Commissaire au travail berlinois, édition viennoise du "Völkischer Beobachter", 15 août.)

Avilissement rapide du ravitaillement allemand.

contrainte de réduire les rations. Les rations de viande furent ramenées de 100 à 70 grammes par jour. Reste à savoir si les consommateurs recevront vraiment même les modestes rations qui leur sont consenties. Une partie d'entre eux-ci gagnent si peu que la viande est pour eux un luxe inabordable. D'autres ne peuvent pas mettre leurs cartes à profit parce qu'ils ne peuvent pas faire leurs achats suffisamment à temps. Encore même celui qui a le temps de faire la queue ne reçoit-il pas toujours ce à quoi il a droit. Souvent les stocks sont épuisés, lorsqu'après des heures d'attente une femme a enfin son tour.

Seulement quelques groupes relativement peu nombreux ont reçu des cartes supplémentaires en raison d'un travail particulièrement fatigant. Bien des catégories de travailleurs qui pendant la dernière guerre avaient obtenu sans la moindre difficulté des rations supplémentaires, doivent à présent se tirer d'affaire avec les maigres rations normales. Les bureaucrates nazis considèrent, par exemple, qu'un mécanicien ou un chauffeur de locomotive ou encore un débardeur dans les ports ne font pas un travail fatigant! Des ouvriers déclarent que, sans rations supplémentaires, ils ne peuvent pas normalement exécuter leur travail.- En Autriche, les Nazis ont dû, après quinze jours déjà, céder devant la pression des travailleurs; d'importantes catégories, entre autres les ouvriers affectés aux transports lourds, ont reçu des cartes de viande supplémentaires. Probablement, le gouvernement nazi devra bien, dans d'autres régions aussi, accorder des rations supplémentaires.

"N'allez pas chez le médecin."

(I.T.F.) Bien des mois déjà avant l'agression des Nazis contre la Pologne, les soins médicaux donnés

aux familles ouvrières inscrites aux caisses d'assurance-maladie, laissaient beaucoup à désirer.

Au début de mai, le "Deutsche Allgemeine Zeitung" berlinois signalait les "salles d'attente bondées des médecins des Caisses" ainsi que "des plaintes au sujet du fait qu'il fallait attendre pendant des heures et que souvent, le temps consacré à l'examen et au traitement s'en trouvait réduit. Lorsqu'un médecin doit à son heure de consultation, voir 60, 80, 100 malades ou davantage (!) on ne peut plus parler de conditions normales. Ou bien la force de résistance du médecin, fût-il le plus solide, est épuisée, ou bien les malades se plaignent d'un travail en série et d'un traitement insuffisant et non efficace... ou, bien encore, l'assuré se résigne-t-il à se passer des soins d'un médecin.... On ne saurait se représenter les dangers qui menacent ainsi la santé et la force-travail nationales."

Depuis le déclenchement de la guerre, la pénurie de médecins a pris en Allemagne des proportions catastrophiques. Les choses en sont arrivées au point que la Caisse de prévoyance des mineurs invite ses membres à ne pas aller chez le médecin, pour autant que possible! Par la presse et dans les tracts, les pouvoirs publics berlinois adressent à la population de la capitale du Troisième Reich un appel analogue.

En Allemagne les ouvriers malades et leurs enfants peuvent claquer!

(Pour les rédactions: "Deutsche Allgemeine Zeitung" du 4 mai, "Kölnische Zeitung" du 14 septembre.)